

Arrivée à Bujumbura du Secrétaire général des Nations Unies

PANA, 22 février 2016 Bujumbura, Burundi - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, est arrivé lundi en fin d'après-midi à Bujumbura pour une visite de deux jours centrée sur la promotion d'un dialogue «inclusif de les protagonistes de la grave crise politique depuis bientôt une année, d'un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition, a-t-on constaté sur place dans la capitale burundaise. Un accueil contrasté a été réservé au Secrétaire général des Nations Unies, d'abord plus protocolairement par le premier vice-président de la République Burundi, en charge des questions politiques et sécuritaires, Gaston Sindimwo (photo, à droite).

Le protocole officiel a encore déroulé un tapis rouge sous les pieds de Ban Ki-moon, un détachement militaire lui a aussi rendu les honneurs dus à son rang, des tambourinaires et autres groupes du folklore national étaient également au rendez-vous, ainsi que d'autres citoyens pour le saluer le long de la route de l'aéroport international de Bujumbura. h'été de grande classe internationale a été encore acquis dans le cadre frais et doux des abords du lac Tanganyika, avec une vue imprenable sur les montagnes avoisinantes de la République démocratique du Congo. Ban Ki-moon peut apercevoir les positions avancées de certains des casques bleus de maintien de la paix dans l'ex-Zaire. D'un autre côté, un impressionnant dispositif militaire et policier à Bujumbura suggère que quelque chose n'est toujours pas au "Pays des mille et une collines" aux apparences d'un calme trompeur, pour un visiteur non averti. La capitale burundaise a été encore secouée, quelques heures avant l'arrivée de Ban Ki-Moon, par une série de nouvelles explosions de grenades non encore revendiquées sur la place publique, avec au moins deux morts et quatre blessés, selon des sources concordantes à Bujumbura. Les Nations Unies estiment d'ailleurs à au moins 400 tués et autour de 250.000 autres réfugiés d'une crise qui fait craindre à l'organisation mondiale jusqu'à un "génocide politique" entre temps, rien n'est fait pour créer les conditions d'un dialogue inclusif de toutes les parties prenantes. Les banderoles d'accueil donnaient encore un avant-goût des questions politiques litigieuses qui attendent le Secrétaire général des Nations Unies au cours de sa visite qui sera clôturée, mardi, par un entretien en tête-à-tête attendu avec le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avant une conférence de presse-bilan conjointe. "Nous demandons au Secrétaire général des Nations Unies de soutenir le dialogue inter burundais", proclamait une banderole en anglais pour mieux se faire comprendre du visiteur anglophone. Le dialogue intérieur en cours reste toutefois fermé aux principaux acteurs politiques de l'opposition en exil à l'étranger et dont certains ne sont pas identifiables ce cadre principal du mouvement insurrectionnel contre le troisième mandat controversé du chef de l'Etat actuel du pays. Une autre banderole informait le Secrétaire général des Nations Unies que «le peuple a déjà parlé dans les urnes» et qu'il ne fallait donc pas rouvrir la "Boîte de Pandore" électorale toujours litigieuse. La dimension régionale de la crise transparaissait encore sur une banderole qui demandait au Secrétaire général des Nations Unies de "condamner les entraînements militaires de rebelles burundais par le Rwanda" voisin. A la veille de la visite, le pouvoir burundais avait posé des gestes d'apaisement, en annulant des mandats d'arrêt internationaux qui couraient contre 15 opposants au régime burundais. Deux radios privées indépendantes ont été également autorisées à reprendre après neuf mois de fermeture forcée pour leur rôle principal dans l'amplification de la crise du moment au Burundi. Ban Ki-Moon ouvre un ballet diplomatique sans précédent qui doit encore être prolongé par une visite annoncée de cinq chefs d'Etat africains, toujours à la recherche effrénée de solution, y compris par un déploiement d'une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi", sur proposition de l'Union africaine (UA). Le récent sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'UA n'était pas parvenu à un accord sur la MAPROBU veut pas entendre parler le gouvernement burundais au nom de la souveraineté nationale et en l'absence de parties belligères pour la justifier. Les 15 ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité des Nations Unies sont également passés par là, au mois de janvier dernier, sans parvenir à convaincre les autorités burundaises d'aller au dialogue intérieur pour négocier directement une paix de braves avec l'opposition avec l'aide de la MAPROBU. les deux cas, "l'achat n'est pas permis" à la communauté internationale pour ne pas voir le Burundi sombrer dans une nouvelle guerre civile, après celle de 1993 à 2006 ayant fait au moins 300.000 tués, estiment des analystes politiques à Bujumbura qui assistent d'ailleurs inquiets à la naissance de trois rebellions armées déclarées pour en découdre avec le pouvoir burundais.